



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

44 | 2012

L'Italie du Risorgimento. Relectures

---

# L'effondrement de l'Italie pré-unitaire : l'exemple du royaume des Deux-Siciles

*The Collapse of pre-unitarian Italy: the case of the Kingdom of the Two-Sicilies*

*Der Zusammenbruch Italiens vor der Einheit: das Beispiel des Königreichs beider Sizilien*

**Simon Sarlin**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4238>

DOI : 10.4000/rh19.4238

ISSN : 1777-5329

### Éditeur

La Société de 1848

### Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 101-114

ISSN : 1265-1354

### Référence électronique

Simon Sarlin, « L'effondrement de l'Italie pré-unitaire : l'exemple du royaume des Deux-Siciles », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 44 | 2012, mis en ligne le 30 septembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4238> ; DOI : 10.4000/rh19.4238

---

Tous droits réservés

SIMON SARLIN

*L'effondrement de l'Italie pré-unitaire :  
l'exemple du royaume des Deux-Siciles*

La proclamation du royaume d'Italie, en mars 1861, couronnait un processus qui avait en moins de deux ans impliqué un changement de souveraineté pour vingt-deux millions d'habitants (quatre millions de sujets de Victor-Emmanuel de Savoie et dix-huit originaires des territoires annexés au Piémont). Un tel bouleversement ne pouvait qu'inspirer à ses contemporains le sentiment d'assister à une accélération vertigineuse du rythme de la vie politique, comme si la croissance et la mort des États étaient soumises aux mêmes raccourcis que les progrès techniques avaient apportés à la circulation des personnes et des nouvelles : « Les événements marchent de nos jours beaucoup plus vite que la plume et il semble véritablement que la vapeur et l'électricité soient aussi appliquées à la politique. S'emparer d'un royaume, renverser une dynastie par les armes, c'est maintenant l'affaire de quelques semaines. On sourit au souvenir de la guerre de Trente Ans et de celle de la Succession d'Espagne. Nous avons changé et simplifié tout cela »<sup>1</sup>.

Dans cet enchaînement d'événements politiques et militaires, qui tenait pour lord Palmerston du « miraculeux » et que Gladstone rangeait « parmi les plus grandes merveilles de [son] temps », l'effondrement du royaume des Deux-Siciles constituait une étape aussi fondamentale qu'énigmatique. « Étrange spectacle », rapportait depuis Naples en juillet 1860 le Lombard Emilio Visconti Venosta, que celui « d'un gouvernement qui, avec une armée compacte, avec les organes de l'administration qui fonctionnent, avec l'ordre matériel autour de lui, se décompose malgré tout et disparaît »<sup>2</sup>. Reposer la question des causes de l'effondrement se justifie peut-être pour le Sud plus qu'ailleurs dans la mesure où celle-ci a régulièrement été intégrée aux débats sur les origines de la « question méridionale ».

L'effondrement des régimes ou des États constitue généralement une zone d'ombre ou de fort contraste. Il en va d'abord de la mémoire des événements et des conflits qui leur ont donné naissance : tandis que les vaincus tendent

1. Vicomte de Beaumont-Vassy, *Garibaldi et l'avenir, étude politique*, Paris, Amyot, 1860, p. 5.

2. Lettre d'Emilio Visconti Venosta à Farini, 23 juillet 1860, citée par Salvatore Lupo, *L'unificazione italiana : Mezzogiorno, rivoluzione, guerra civile*, Rome, Donzelli, 2011, p. 71.

à jeter le voile sur l'épisode humiliant de leur défaite, les vainqueurs et leurs héritiers ne voient souvent dans le moment de l'effondrement qu'une glorieuse parenthèse. Les premiers se réfugient bien souvent dans l'apologie du régime déchu, et rejettent la responsabilité de l'effondrement sur les trahisons et les trames obscures d'ennemis extérieurs ou intérieurs ; les seconds mettent l'accent sur le changement révolutionnaire et ses agents, enfermant leurs adversaires dans l'oubli ou dans les légendes noires qui frappent les régimes déchus. La mémoire historique et historiographique de la chute des Deux-Siciles n'échappe pas à ce tableau.

Une autre raison de ce désintérêt réside dans le fait que, pendant plusieurs décennies, historiens, sociologues et politistes se sont surtout intéressés au processus multiséculaire d'émergence et de consolidation des diverses formes d'États et en particulier de son modèle de référence, l'État-Nation, caractérisé précisément par sa stabilité territoriale et institutionnelle. Ce n'est que récemment, sous l'effet des bouleversements géopolitiques de l'après-Guerre froide et de son cortège de pays éclatés ou disparus de la carte, que l'attention s'est déplacée vers les phénomènes de discontinuité, de transition et de défaillance des États. Parallèlement, les nouvelles approches historiographiques de l'Italie pré-unitaire ont jeté un jour nouveau sur sa disparition : rompant avec l'image d'États condamnés par leur tentative passéiste de rétablir l'Ancien Régime et leur refus réactionnaire de toute forme de modernisation, leur modèle a mis en avant l'échec d'une politique d'« amalgame » entre l'absolutisme éclairé du siècle précédent et les réformes politiques et administratives de l'époque napoléonienne.

L'effondrement d'un État se produit rarement comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage : sa survenue a toutes les chances au contraire d'être précédée par une phase de détérioration de la légitimité, d'érosion des soutiens et de montée de la conflictualité. Porter le regard sur le moment de l'effondrement permet assurément de mettre à nu, dans l'État qui s'écroule, les failles à l'origine de sa vulnérabilité. Mais on ne saurait accepter une relation mécanique de causalité entre les multiples facteurs susceptibles de rendre un État vulnérable et son écroulement, dont l'expérience montre qu'il est loin de représenter l'issue la plus fréquente aux situations de défaillance et de délégitimation. Pour conjurer le risque d'une lecture téléologique, d'autres approches des crises politiques peuvent être mobilisées, plus attentives à la fluidité des conjonctures critiques et aux logiques sectorielles à l'œuvre dans les processus de mobilisation.

## UN ÉTAT VULNÉRABLE

Depuis le début des années 1990, dans un contexte de forte instabilité géopolitique, la science politique s'est efforcée de décrire les dynamiques qui favorisent la faillite d'un système politique et de déterminer les indicateurs (politiques, sociaux et économiques) susceptibles de le rendre vulnérable face à la menace d'une crise ou d'un effondrement<sup>3</sup>. Le concept d'État défaillant (*Failed State*) repose ainsi sur une définition en creux de l'État et de ses missions, la défaillance résidant dans l'incapacité croissante du système politique à remplir tout ou partie de ces dernières et donc à bâtir sa légitimité. Cette situation est généralement associée au blocage des mécanismes de gouvernement, à la corruption diffuse, à la montée d'élites dissidentes voire de formations révolutionnaires armées, et à des relations de conflictualité avec la communauté internationale. À l'aune de ces critères, le régime des Bourbons de Naples présentait indiscutablement de nombreux éléments de vulnérabilité.

Depuis une trentaine d'années, les nouvelles approches historiographiques de l'Italie pré-unitaire se sont justement concentrées sur le thème de la construction de l'État et de ses rapports avec une société en rapide évolution. Loin de réduire les régimes de la Restauration à une tentative passiviste de rétablir l'Ancien Régime et au refus réactionnaire de toute forme de modernisation, leur modèle a mis en avant les continuités avec l'héritage napoléonien ainsi que les efforts accomplis par les dirigeants italiens eux-mêmes pour accomplir l'« amalgame » entre l'absolutisme éclairé du siècle précédent et les réformes politiques et administratives de l'époque française. Classiquement décrit comme « monarchie administrative », ce système reposait sur le principe qu'un appareil bureaucratique uniforme et centralisé, tempéré par différents niveaux d'institutions consultatives à travers lesquelles étaient appelées à collaborer les « forces vives » du pays, était le meilleur moyen d'assurer la stabilité de l'État et d'accomplir à travers lui la modernisation du pays<sup>4</sup>. Sous cet angle, la délégitimation des régimes pré-unitaires apparaît non plus

3. Cf. Ira William Zartman, 'Introduction: Posing the Problem of State Collapse', in Ira William Zartman (ed.), *Collapsed states: the disintegration and restoration of legitimate authority*, Boulder, L. Rienner, 1995, p. 1-11 ; Robert I. Rotberg, 'Failed States, Collapsed States, Weak States : Causes and Indicators', in Robert I. Rotberg (ed.), *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, Washington, Brookings Institution Press, 2003, p. 1-25 ; Martin Doornos, 'State Collapse and Fresh Starts: some Critical Reflections', in Jennifer Milliken (ed.), *State Failure, Collapse and Reconstruction*, Londres, Wiley-Blackwell, 2003, p. 45-62.

4. Parmi la vaste littérature disponible sur la « monarchie administrative », nous renvoyons en premier lieu à la synthèse et à la bibliographie fournies par Angelantonio Spagnoletti, *Storia del regno delle due Sicilie*, Bologne, Il Mulino, 1997, p. 123-171, que l'on pourra compléter avec Renata De Lorenzo, « L'amministrazione centrale e periferica nel Regno di Napoli durante il Decennio francese (1806-1815) », in *Un regno in bilico : uomini, eventi e luoghi nel Mezzogiorno preunitario*, Rome, Carocci, 2001, p. 289-330 et Alfonso Scirocco, « Stato accentratato e articolazioni della società nel Regno delle Due Sicilie », *Archivio Storico per le Province Napoletane*, 96, 1998, p. 175-207.

comme le fruit de leur résistance au changement, mais plutôt de leur échec à trouver une voie médiane entre réaction et libéralisme ou encore de leur incapacité à gérer les effets contradictoires de leur réformisme conservateur<sup>5</sup>.

Comme partout où a été introduite et conservée une législation centralisatrice d'inspiration française – fruit dans le royaume de Naples des réformes administratives et sociales de la « décennie napoléonienne » (1806-1815) que les Bourbons ont étendues à la Sicile en 1816 – un mécontentement diffus existait contre un système de gouvernement et d'administration généralement perçu comme envahissant et oppressif, qui faisait « de l'administration une pompe aspirante des ressources publiques », « empêch[ait] la formation de l'esprit public et des initiatives locales » et « sépar[ait] le pouvoir de la société »<sup>6</sup>. La réduction de l'autonomie locale sous la tutelle pesante des représentants du pouvoir central avait joué un rôle primordial dans le succès de la révolution de 1820, comme en témoigne le grand nombre de pétitions envoyées au Parlement révolutionnaire qui réclamaient l'abolition des intendants et leur remplacement par des collèges provinciaux élus<sup>7</sup>. En Sicile, la suppression de l'autonomie politique et administrative dont l'île avait joui jusque-là a rapidement donné naissance à un puissant mouvement indépendantiste. L'organisation territoriale et administrative de la monarchie administrative ajoutait ainsi des tensions aux rivalités régionales historiques (entre la capitale et les provinces, entre le continent et l'île). De telles tensions n'étaient certes pas l'apanage du royaume méridional : dans d'autres États de la péninsule, la centralisation et l'uniformisation du territoire produisaient des réactions centrifuges directement responsables de l'instabilité politique comme à Bologne (contre le pouvoir pontifical), à Gênes (contre Turin) ou Livourne (contre Florence)<sup>8</sup>.

Mais la principale faiblesse de la monarchie administrative résidait en réalité dans son incapacité à mener jusqu'au bout son programme de modernisation administrative et économique. Pris entre les difficultés financières et le refus de recourir à une augmentation impopulaire de la pression fiscale, les dirigeants napolitains ont tendu à privilégier la recherche d'économies aux dépens de la demande d'emplois et d'investissements publics. La compression des salaires et le recours massif aux surnuméraires mal ou pas rétribués ont rapidement eu pour corollaire la montée de la corruption à tous les échelons de l'appareil administratif<sup>9</sup>. Par souci d'économie, l'État bourbo-

5. Lucy Riall, « Il Risorgimento e i governi della Restaurazione », in *Il Risorgimento : storia e interpretazioni*, Rome, Donzelli, 2007, p. 49–67.

6. Luigi Blanch, « Luigi dei Medici come uomo di Stato ed amministratore », *Scritti storici*, 2, Bologne, Il Mulino, 2002, p. 68–69.

7. Alfonso Scirocco, « Il problema dell'autonomia locale nel Mezzogiorno durante la rivoluzione del 1820-1821 », in *Studi in memoria di Nino Cortese*, Rome, Istituto per la storia del Risorgimento italiano, 1976, p. 483–528.

8. Pour une comparaison avec la Toscane, cf. Thomas Kroll, *La rivolta del patriziato : il liberalismo della nobiltà nella Toscana del Risorgimento*, Florence, Olschki, 2005, p. 237–245 et 319–326.

9. Domenico Demarco, *Il crollo del regno delle Due Sicilie : la struttura sociale*, Naples, Edizioni scienti-

nien s'est également privé d'une classe d'administrateurs indispensable à la réalisation de son programme de modernisation du territoire. En fonction du nombre de chantiers et de la taille de la population rapportés à ceux d'autres États, le chef de la Direction des travaux publics (Carlo de Rivera) calculait ainsi au début des années 1830 que le royaume de Naples aurait dû employer environ 200 ingénieurs publics, alors qu'il n'en disposait que de 50 en 1835<sup>10</sup>. Le réseau viaire du *Mezzogiorno* continental par exemple, en dépit d'un effort financier non négligeable qui avait permis de multiplier par cinq la longueur totale des routes carrossables entre 1815 et 1852, était au lendemain de l'unification, avec ses 6,5 km de routes nationales et provinciales par km<sup>2</sup> de superficie, loin derrière la Toscane (15,4), la Lombardie (12,8) ou la Romagne (11,7)<sup>11</sup>.

L'échec de la modernisation du *Mezzogiorno* n'était certes pas seulement imputable à la monarchie administrative. Déjà sous la période française, les rapports d'intendants soulignaient de manière récurrente les carences des élites locales et leur tendance à réduire l'exercice des charges publiques à une simple poursuite de leurs intérêts particuliers<sup>12</sup>. Plusieurs études ont montré comment les notables, unis par un dense réseau de parentèle et par une forte communauté d'intérêts, ont souvent été en mesure de se tailler des positions de force dans les conseils locaux leur permettant à la fois d'accaparer les ressources collectives (en particulier les anciens terrains communaux) et de s'opposer efficacement à l'emprise de l'État<sup>13</sup>. De fait, vers le milieu du siècle, le caractère inefficace, corrompu et despotique du système napolitain d'administration et de gouvernement était devenu un lieu commun des écrits de voyageurs, de diplomates ou de publicistes sur le royaume méridional. Dans un rapport adressé en avril 1847 au prince de Metternich, l'ambassadeur autrichien à Naples dressait le sombre tableau d'un pays où « le désir d'être mieux gouverné [et] le besoin de voir disparaître les abus sans nombre qui infest[ai]ent toutes les branches de l'administration » étaient aussi répandus que « la corruption et l'immoralité » de cette dernière, où « la vénalité des

---

fiche italiane, 2000, p. 117-122 et Alfonso Scirocco, « L'amministrazione civile : istituzioni, funzionari, carriere », in Angelo Massafra [dir.], *Il Mezzogiorno preunitario : economia, società e istituzioni*, Bari, Dedalo, 1988, p. 363-377.

10. Lodovico Bianchini, *Della storia delle finanze del Regno di Napoli*, Palerme, F. Lao, 1839, p. 682-683.

11. Angelo Massafra, « En Italie méridionale : déséquilibres régionaux et réseaux de transports du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'Unité italienne », *Annales ESC*, 8, 1988, p. 1045-1080.

12. Giuseppe Civile, « Appunti per una ricerca sull'amministrazione civile nelle province napoletane », in Pasquale Villani [dir.], *Notabili e funzionari nell'Italia napoleonica, Quaderni Storici*, 37, 1978, p. 250-251.

13. Enrico Iachello, « Potere locale e mobilità delle élites a Riposto nella prima metà dell'Ottocento », in Angelo Massafra [dir.], *Il Mezzogiorno preunitario... op. cit.*, p. 915-931 ; Paolo Pezzino, « Monarchie administrative ed élites locales : Naro nella prima metà dell'Ottocento », in *Il paradiso abitato dai diavoli : società, élites, istituzioni nel Mezzogiorno contemporaneo*, Milan, Franco Angeli, 1992, p. 95-176 ; Angelantonio Spagnoletti, « Il notabilato di Terra di Bari tra Antico Regime e Restaurazione », in Luigi Pontiani [dir.], *Le Italie dei notabili : il punto della situazione*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 2001, p. 273-282.

juges [était] une chose à peu près générale, et l'incurie du Gouvernement à l'égard de l'état du pays n'[était] un secret pour personne»<sup>14</sup>.

Confronté aux tensions produites entre l'État et de nombreux pans de la société, le système de la monarchie administrative s'avérait également incapable de garantir l'équilibre entre groupes sociaux aux intérêts conflictuels. Ainsi les efforts de la monarchie pour servir d'intermédiaire dans les conflits entre communautés paysannes et propriétaires « usurpateurs », dans les années 1830 et 1840, indisposaient l'élite terrienne sans parvenir à lui imposer un arbitrage défavorable à ses intérêts, tout en aiguisant les tensions<sup>15</sup>. Cette conflictualité était largement responsable de la montée de multiples formes de criminalité qui avaient un fort coût pour l'État à la fois matériel – l'emploi des ressources humaines et financières de l'armée dans la lutte contre un brigandage endémique – et symbolique, en remettant en cause la capacité des autorités à garantir l'ordre public et à défendre la propriété<sup>16</sup>. Une fois de plus, le *Mezzogiorno* ne représentait pas un cas isolé : privatisation des terrains communaux, dissolution des usages collectifs et paupérisation de vastes secteurs de la société rurale confrontaient d'autres gouvernements à des difficultés similaires, comme dans la basse vallée du Pô et diverses zones de l'Italie centro-méridionale. Ce qui le distinguait était l'extension et l'intensité de la conflictualité sociale, prête à exploser en vastes transgressions collectives à chaque vacance du pouvoir (1820, 1848 et 1860), facteur supplémentaire de déstabilisation en temps de crise.

L'augmentation et l'accumulation des tensions produites par le processus de modernisation ont eu un impact d'autant plus grand sur la stabilité politique du royaume qu'elles coïncidaient, dans le cadre très contrôlé de la monarchie administrative, avec l'étroitesse des canaux d'expression publique et le refus de toute forme de conditionnement du pouvoir par une opinion d'essence libérale/révolutionnaire. Face à l'expression du mécontentement ou de la dissension, le régime monarchique a eu recours à un contrôle policier capillaire et à d'efficaces barrières contre la croissance de la sphère publique (censure préventive sur la presse et les imprimés, limitation du nombre de journaux, répression des « mauvaises opinions ») et, face à chaque remise en cause majeure de l'autorité souveraine, à des phases de durcissement du pouvoir marquées par la répression militaire et de sévères épurations de l'appareil d'État<sup>17</sup>. Parallèlement, les bases actives du gouvernement ont tendu à se réduire à un groupe étroit d'administrateurs et d'aristocrates appuyés par le

14. Rapport du 2 avril 1847 de Schwarzenberg à Metternich, cité par Ruggero Moscati, « Appunti e documenti su i rapporti austro-napoletani alla vigilia del '48 », *Annuario del Reale Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea*, 4, 1938, p. 98.

15. John A. Davis, *Conflict and Control: Law and Order in Nineteenth-century Italy*, Londres, Macmillan Education, 1988, p. 38-65.

16. Sur les liens entre criminalité et malaise social, cf. Margherita Platania, « Instabilità sociale e delinquenza », in Angelo Massafra [dir.], *Il Mezzogiorno preunitario... op. cit.*, p. 1069-1085.

17. Alfonso Scirocco, « Governo assoluto ed opinione pubblica a Napoli nei primi anni della Restaurazione », *Clio*, 22, 1986, p. 203-224.

clergé et l'armée. Cette dernière surtout, transformée en outil de maintien de l'ordre public plus que de défense du territoire, objet de tous les soins de la monarchie, constituait – suivant le mot de Pietro Colletta appliqué à l'armée de Murat – « une multitude [qui] n'était pas une fraction de la société mais une faction de l'État<sup>18</sup> ».

À bien des égards, les dix dernières du règne de Ferdinand II (1849-1859) ont représenté un moment d'accentuation dramatique des failles de la monarchie administrative. Dans le sillage des événements révolutionnaires, l'allongement des listes d'« *attendibili* » (suspects politiques soumis à la surveillance de la police et exclus de certains emplois publics, qui auraient compté jusqu'à une centaine de milliers de noms à la fin de la décennie), a fini par compliquer la tâche des intendants de trouver des titulaires idoines aux charges exécutives locales<sup>19</sup>. La volonté de punir par des confiscations de biens les grands propriétaires coupables de s'être ralliés aux gouvernements révolutionnaires devait s'avérer une erreur politique dont la monarchie paierait le prix en 1860. Dans le climat de suspicion de l'après-1848, l'extrême centralisation des processus décisionnels et le primat absolu de la fidélité politique, dont les corollaires étaient le vieillissement des cadres dirigeants et une déresponsabilisation accrue des agents de l'État, a produit des effets délétères qui n'ont pas échappé aux adversaires de la monarchie ni à certains de ses partisans. Pour Giacinto de' Sivo, cette involution avait ainsi conduit à faire de l'État bourbonien « un navire dépourvu de bons pilotes [qui] put, lorsque la mer était calme, se maintenir à flot pendant plusieurs années, mais [qui], à la première bourrasque, une main experte manquant au gouvernail, perdit le cap et sombra »<sup>20</sup>.

Ferdinand II aimait à répéter que ses États étaient baignés par trois côtés d'eau salée et par un quatrième d'eau bénite. La conviction d'être à la tête d'un royaume situé aux marges de l'Europe – géographiquement et économiquement – mais inséré dans les réseaux d'alliances garants depuis 1815 de la stabilité politique et territoriale de la péninsule italienne dont la papauté (« l'eau bénite ») représentait la pierre angulaire, a assurément beaucoup contribué à renforcer le souverain napolitain dans son refus de toute concession, en dépit des critiques soulevées à l'étranger par sa politique répressive surtout après 1849<sup>21</sup>. La politique d'indépendance n'était cependant pas sans coût ni risque. En 1854, le refus obstiné de Ferdinand II d'ouvrir ses ports aux navires des alliés franco-britanniques engagés dans la guerre de Crimée a déclenché un bras de fer diplomatique qui a amené les trois gouvernements au bord d'un conflit armé et démontré que l'impopularité de la monarchie

18. Pietro Colletta, *Storia del reame di Napoli dal 1734 sino al 1825*, 1834, volume 3, p. 107.

19. Henry Contamine, « Naples vers 1857 », in *Atti del 36. Congresso di storia del Risorgimento italiano : Salerno, 19-23 ottobre 1957*, Rome, Istituto per la storia del Risorgimento italiano, 1960, p. 167.

20. Giacinto dei Sivo, *Storia delle Due Sicilie, dal 1847 al 1861*, 1868, tome 2, p. 255.

21. Nelson Moe, *The View from Vesuvius : Italian Culture and the Southern Question*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 2002, p. 126-155.

napolitaine auprès de l'opinion libérale européenne pouvait être instrumentalisée pour justifier une politique d'ingérence<sup>22</sup>. La résistance opiniâtre opposée victorieusement aux pressions franco-britanniques en 1856 devait se révéler une sorte de victoire à la Pyrrhus pour la monarchie napolitaine, drapée dans son isolement au moment où le Piémont de Cavour s'efforçait avec succès de « diplomatiser » la question nationale italienne et où l'édifice de la Sainte-Alliance montrait ses premières fissures.

#### DYNAMIQUES DE LA CRISE

Le projet de monarchie administrative était donc à l'origine de nombreux éléments de vulnérabilité de l'État bourbonien : conflit entre pouvoir et secteurs de la société civile, tensions entre centre et périphérie, caractère inefficace et corrompu de l'administration, hostilité d'une partie de la communauté internationale en sont les principaux. Mais aucune de ces failles structurelles, ni même leur conjonction, ne suffisent à expliquer pourquoi celui-ci s'est finalement effondré, ni surtout à rendre pleinement compte de l'« accident » qu'a constitué sa disparition en 1860-1861, de son *quand* et de son *comment* – en considérant, à la suite de Federico Curato, que « d'autres États européens se trouvaient dans des conditions analogues à celles [du royaume de] Naples, à l'exemple de l'Empire ottoman ou celui des Habsbourg ; mais ces derniers lui survécurent de plusieurs décennies tout en finissant eux-mêmes par tomber sous les coups de forces extérieures qui firent exploser celles de l'intérieur »<sup>23</sup>.

En liant l'effondrement des régimes pré-unitaires aux contradictions de leur programme réformiste conservateur et à la crise de légitimité du modèle de « monarchie administrative », plutôt qu'à la marche irrésistible du libéralisme ou à la causalité des changements socio-économiques, la nouvelle histoire du *Mezzogiorno* pré-unitaire encourt parfois elle-même le risque d'une autre forme de déterminisme inassumé. Une saine réaction contre la tentation d'interpréter l'histoire des monarchies de la Restauration à la lumière de leur disparition a paradoxalement conduit à négliger le moment et les mécanismes conjoncturels de leur effondrement, de même que la part du contexte international. Il est à cet égard significatif que l'importante synthèse historique et historiographique sur le royaume des Deux-Siciles, livrée par Angelantonio Spagnoletti, borne son examen de la « dissolution du royaume méridional » à l'épisode révolutionnaire de 1848, comme si après cette date

22. Federico Curato, *Il Regno delle Due Sicilie nella politica estera europea (1830-1861)*, Milan, Arnaldo Lombardi, 1989, p. 118-171.

23. *Ibid.*, p. 1.

l'écroulement n'avait été qu'une simple question de temps et ne présentait aucun enjeu interprétatif propre<sup>24</sup>.

Ce désintérêt découle peut-être en partie de schémas pesant sur l'interprétation historique et sociologique des crises dont les présupposés ont été décrits par Michel Dobry sous le terme d'« illusion étologique » : soit l'identification de facteurs, de variables ou de mécanismes situés en amont des crises et dont ces dernières seraient le résultat mécanique et transparent, qu'il s'agisse de la diffusion du mécontentement, de la rupture du consensus ou de la montée de groupes dissidents organisés. L'aspect le plus critiquable de cette posture est de négliger *a priori* ce qui se joue dans les processus de crise et l'hypothèse de fluidité des conjonctures critiques<sup>25</sup>. Adopter une vision plus attentive aux processus de mobilisation, aux logiques sectorielles et aux différents niveaux de la crise (politique, de gouvernement, de l'État) permet assurément de conjurer le risque d'une lecture téléologique. Il ne s'agit pas pour autant de retomber dans une interprétation du déroulement des mobilisations collectives et de l'issue des conflits tendant à exagérer le rôle des organisations révolutionnaires, dont l'expérience générale montre qu'elles ont « favorisé la cristallisation de solidarités d'avant-gardes radicales avant et/ou après les crises » et « facilité la consolidation des nouveaux régimes » mais « n'ont jamais provoqué les crises révolutionnaires qu'elles avaient exploitées »<sup>26</sup>.

En mai 1859, la monarchie napolitaine est entrée en crise non pas sous la pression de dissidences ou d'agitations populaires, mais par la conjonction d'un événement politique-dynastique – la mort brutale de Ferdinand II et sa succession par un jeune souverain privé d'expérience de gouvernement – et de la guerre en Italie du Nord, dans laquelle le royaume méridional était officiellement neutre. Or, cette crise politique ne débouche pas immédiatement sur une crise de l'État. Après l'intermède réformiste conduit par le vieux prince Carlo Filangieri (lui-même plus proche du modèle napoléonien de monarchie administrative que du libéralisme constitutionnel), le règlement du conflit nord-italien et la démonstration faite par le régime de sa capacité à assurer la « tranquillité matérielle » du pays ont rendu possible, dès novembre, la fin des concessions et la relance de la répression policière, preuve que la monarchie sentait ses bases suffisamment assurées pour braver les protestations de l'opinion intérieure et internationale<sup>27</sup>. En outre, à aucun moment la crise politique de l'été 1859 n'a donné lieu à une montée significative de la protestation propre à inquiéter le régime, sur le continent comme en Sicile. Là, alors que la crainte d'un réveil des agitations séparatistes avait motivé l'adoption à la fin de l'été de mesures et d'arrestations préventives, les rap-

24. Angelantonio Spagnoletti, *Storia del regno delle due Sicilie*, op. cit., p. 271-306.

25. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (1<sup>re</sup> édition 1986), chapitres 1 et 2.

26. Theda Skocpol, *États et révolutions sociales : la Révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985, p. 37-38.

27. Federico Curato, *Il Regno delle Due Sicilie...*, op. cit., p. 235-330.

ports du vice-roi faisaient état au tournant de l'année de la tranquillité de l'île. Sécurité trompeuse, certes, comme devait le révéler dans les premiers jours d'avril 1860 la découverte de préparatifs insurrectionnels à Palerme.

La révolte sicilienne d'avril 1860 a bel et bien entraîné une crise de l'État monarchique, mais celle-ci était circonscrite à l'île et n'avait rien d'irréversible au moment où les « Mille » débarquaient à Marsala le 11 mai. Le succès de ce petit corps de combattants volontaires reposait, tout autant que sur une série d'erreurs du commandement militaire bourbonien et sur l'habileté tactique de Garibaldi, sur l'état de semi-anarchie qui régnait alors dans les campagnes – où, après la répression du mouvement palermitain, l'insurrection s'était réfugiée avec l'appui de bandes criminelles armées – et sur l'appui massif de la population aux insurgés, propre à démoraliser les troupes royales et à décourager les efforts de résistance. Dès la fin du mois de mai, la structure de gouvernement de l'île donnait des signes d'effondrement spontané, même dans la partie orientale encore occupée par les troupes royales<sup>28</sup>. Pour autant, les triomphes de Garibaldi en Sicile n'ont pas eu dans le *Mezzogiorno* continental de répercussions particulièrement préoccupantes pour le gouvernement napolitain. C'est donc la panique des élites dirigeantes et leur volonté d'obtenir des garanties internationales en faveur de l'intégrité du royaume (au moins de sa partie continentale), et non la pression populaire, qui expliquent la décision de la monarchie d'opérer un virage dans la politique intérieure et extérieure à la fin de juin 1860.

Les effets de l'Acte souverain du 25 juin – qui promettait l'octroi d'une Constitution, l'autonomie pour la Sicile et l'adhésion aux projets napoléoniens de confédération italienne – devaient s'avérer lourds de conséquences sur la situation intérieure du royaume sans produire pour autant les résultats attendus sur le plan international. La libéralisation tardive du régime a entraîné la désorganisation de l'appareil administratif soumis à une sévère épuration par le gouvernement constitutionnel, et favorisé par le vide des forces répressives l'explosion d'une crise de l'ordre public – *via* le réveil des agitations paysannes autour des « usurpations » de terrains communaux – difficilement endiguée (voire localement aggravée) par la création des gardes nationales d'extraction bourgeoise. C'est un État affaibli et désorganisé qui a dû affronter le débarquement de l'armée garibaldienne dans la nuit du 19 au 20 août. Par ailleurs, ni les insurgés siciliens, désormais indifférents aux promesses d'autonomie et sur le point de reprendre leur offensive, ni le gouvernement cavourien, pour qui les « oranges » (la Sicile) étaient déjà sur la table prêtes à être mangées et les « macaronis » (Naples) en train de cuire<sup>29</sup>, n'étaient prêts à faire le jeu de la diplomatie bourbonienne.

28. Lucy Riall, *Sicily and the Unification of Italy: Liberal Policy and Local Power, 1859-1866*, Oxford, Clarendon Press, 1998, p. 68-71.

29. Lettre de Cavour à Nigra, Turin, 25 juin 1860, in *Il carteggio Cavour-Nigra dal 1858 al 1861. 4. La liberazione del Mezzogiorno*, Bologne, Zanichelli, 1926, p. 39.

Au tournant d'août et de septembre, la série de défaites ou de capitulations des troupes royales face à l'armée de Garibaldi débarquée en Calabre a dramatiquement aggravé la confusion et le grippage de l'État, ainsi décrits par l'ambassadeur autrichien : « Plus [la monarchie] s'achemine vers sa fin, plus les doutes et les irrésolutions prennent de développement. Dix projets sont conçus à la fois et abandonnés une heure après. Une fois le roi se décide à se mettre à la tête de l'armée pour tomber avec gloire, une autre fois il songe, soit à quitter ses États [tout à fait], soit à attendre des temps meilleurs à Gaète »<sup>30</sup>. Cette confusion alimentait en retour les atermoiements du commandement militaire et encourageait des comportements qui sont alors passés pour de l'opportunisme ou de la trahison mais qui n'étaient peut-être – en grande partie du moins – que le reflet d'une démoralisation et d'un sentiment d'impuissance constituant en eux-mêmes l'indice d'un effondrement en cours des structures de pouvoir. On aurait tort en effet de sous-estimer les mécanismes psychologiques à l'œuvre dans l'atmosphère délétère des crises : Pietro Ulloa, principal ministre de François II en exil, a lui-même évoqué cet « affaiblissement indéfinissable » qui faisait que « des citoyens, des soldats qui auraient été intrépides devant le feu, se montraient pusillanimes dans la tempête civile<sup>31</sup> ». La véritable fuite en avant générale des responsables politiques et militaires qui signe l'effondrement final de la monarchie napolitaine constitue un phénomène qu'on peut repérer dans toutes les expériences historiques similaires<sup>32</sup>. Le 7 septembre 1860, c'est par le train que Garibaldi a dû faire son entrée dans Naples pour éviter une vacance du pouvoir après le départ de François II pour Gaète, où se joua le dernier acte de la résistance bourbonnienne.

## RESPONSABILITÉS ET AGENTS DE L'EFFONDREMENT

Dans son étude sur la dissolution du régime est-allemand, l'historien Charles Maier propose deux grands modèles d'effondrement des États. Le premier se produit « au terme d'une période de tension croissante dans laquelle le développement d'une opposition cohérente émerge pas à pas avec la crise croissante du régime », lorsqu'une contre-élite suffisamment développée et dynamique parvient à faire pression sur l'appareil politique et administratif pour chasser du pouvoir l'élite dirigeante et l'y remplacer, et correspond aux révolutions anglaises du XVII<sup>e</sup> siècle et aux révolutions nord-américaine et française de la fin du siècle suivant. Le second type, qui caractériserait les

30. Lettre de Széchényi à Rechberg, Naples, 29 août 1860, in Ruggero Moscati (éd.), *Le Relazioni diplomatiche fra l'Austria e il regno delle due Sicilie. 3a Serie, 1848-1861. 2 (22 maggio 1859-19 febbraio 1861)*, Rome, Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea, 1964, p. 210-220.

31. Pietro Calà Ulloa, *Lettere napolitaines*, Rome, Tipografia della Civiltà cattolica 1863, p. 33.

32. Paolo Macry, *Gli ultimi giorni. Stati che crollano nell'Europa del Novecento*, Bologne, Il Mulino, 2009, p. 71-97.

révolutions allemandes de 1848, 1918 et 1989, ou celles de la Russie en 1905 et 1917, est le résultat « non de l'ambition d'une contre-élite ou d'une force cohérente d'opposition libérale ou ouvrière, mais de la décomposition continue de l'autorité et des échanges économiques », soit une forme endogène d'effondrement qui a toutes les chances d'être provoqué par des événements d'ordre externe (pressions internationales et/ou état de guerre). Reconnaître « le fait que le régime ait révélé des éléments de « défaillance du système » », précise Maier, « ne diminue en rien le rôle des mouvements populaires », mais il les replace dans leur juste enchaînement causal : « l'action directe émerge parce que la crise financière et la sclérose de l'administration se sont déjà déclarées »<sup>33</sup>.

L'effondrement de l'État napolitain correspond assurément au second de ces modèles. Il présente d'abord une forte composante endogène, dans la mesure où la crise de l'État précède l'action d'élites dissidentes et qu'il est difficile d'attribuer à la bourgeoisie réformatrice (au moins jusqu'à la mi-août 1860) un rôle déstabilisateur autre que celui, passif, de se tenir à l'écart des nouvelles institutions gouvernementales. L'attentisme des libéraux napolitains, en dépit des incitations et des garanties prodiguées par les agents de Cavour à Naples en juillet et août, peut s'expliquer en partie par la peur d'une réaction absolutiste appuyée par la forte garnison de la ville, sur le modèle de mai 1848 ; mais elle reflète aussi l'absence d'unité de la famille libérale et l'existence en son sein de craintes diffuses face aux conséquences d'une annexion inconditionnée du *Mezzogiorno* à un royaume unitaire dominé par le Piémont. Une majorité de modérés méridionaux n'adhéreraient de fait au programme annexionniste que contraints par la précipitation des événements. Dans les provinces, l'action clandestine de groupes conspirateurs renforcés par les anciens émigrés est certes à l'origine des initiatives insurrectionnelles des derniers jours d'août et des premiers de septembre, mais celles-ci se déclarent seulement après le passage de l'armée garibaldienne sur le continent – à l'exception de la Basilicate, où le mouvement a précédé de quelques jours le débarquement – et dans le contexte de l'effondrement déjà enclenché des structures administratives et militaires, qu'elles ont donc accéléré mais non provoqué.

Quel poids attribuer enfin à la conjoncture internationale dans la disparition de l'État napolitain en 1860 ? On ne peut que suivre John A. Davis lorsqu'il pointe l'incertitude d'« une argumentation visant à faire de l'effondrement du royaume des Deux-Siciles le résultat de causes endogènes plutôt qu'extérieures, militaires et diplomatiques » (en donnant à ce « plutôt que » une valeur exclusive) et la nécessité de « reconnaître le fait que des forces extérieures ont pu jouer à l'occasion un rôle décisif dans la conduite de la

33. Charles Maier, *Dissolution : the Crisis of Communism and the End of East Germany*, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 111-114.

politique intérieure»<sup>34</sup>. L'impact du contexte international sur l'effondrement méridional se joue à un triple niveau. Par un effet d'entraînement, le conflit armé en Italie du Nord favorise en 1859 le réveil des agitations populaires dans le Sud de la péninsule tout en dissuadant le gouvernement napolitain de recourir ouvertement à la répression, au moins pendant les premiers mois du nouveau règne. La crise de l'empire autrichien et du système d'alliances conservatrices prive ensuite le royaume méridional de ses soutiens traditionnels et laisse libre cours aux initiatives du mouvement unitaire soutenu diplomatiquement par Londres et (du bout des lèvres) par Paris, créant donc une condition *par défaut* de l'échec de la résistance bourbonnienne. C'est enfin l'importance des calculs internationaux dans les décisions de politique intérieure de la monarchie en juin 1860 qui révèle la dépendance intériorisée par les dirigeants italiens estimant leur survie politique liée à l'arbitrage des grandes puissances. De telles dispositions d'esprit permettent d'expliquer la facilité avec laquelle les souverains d'Italie centrale ont cédé devant la menace révolutionnaire et quitté le pouvoir pour se réfugier en Autriche, ou encore la pusillanimité de l'entourage militaire de François II, tous persuadés que le mouvement révolutionnaire s'aliènerait tôt ou tard les grandes puissances et provoquerait – comme en 1820, en 1831 et en 1848 – la réaction qui restaurerait le *statu quo ante*.

\*

On ne saurait trop cependant se garder d'une interprétation tendant à attribuer aux impulsions de l'extérieur un poids déterminant dans l'effondrement des Deux-Siciles et à bâtir l'image d'un *Mezzogiorno* «trahi» par l'Europe. Dans un ouvrage à l'encre encore fraîche, Eugenio Di Rienzo a pu soutenir que l'effondrement méridional, en plus des facteurs internes à l'origine de son «implosion» (à savoir «la modernisation manquée de ses structures politiques, économiques et institutionnelles»), «trouve une autre cause dans la longue et constante action d'usure des grandes “Puissances maritimes” (France et Angleterre)» dont la politique agressive à l'égard de l'État méridional – depuis l'incident de l'île Ferdinandea (1831) jusqu'au débarquement des Mille à Marsala en mai 1860, en passant par la question du souffre sicilien (1838-1840) et la guerre de Crimée (1853-1856) – constituerait «le facteur décisif et incontournable permettant d'expliquer la chute de la dynastie fondée par Charles de Bourbon». Loin de représenter une page opaque ou énigmatique, l'effondrement de 1860 serait donc «un événement prévu et anticipé de longue date par la diplomatie internationale» qui ferait de l'État méridional une sorte de «Pologne de la Méditerranée» victime de

34. Dans les discussions reproduites en fin du volume de Paolo Macry [dir.], *Quando crolla lo Stato : studi sull'Italia preunitaria*, Naples, Liguori, 2003, p. 400-409. C'est moi qui traduis à partir de l'anglais.

l'appétit insatiable des impérialismes de tous bords prêts à fomentier « une intrigue internationale complexe et trouble »<sup>35</sup>. Tout en se défendant de vouloir « apporter de l'eau au moulin des détracteurs passés et actuels du Risorgimento », et sans trace de nostalgie néo-bourbonienne, cette lecture avalise la thèse du complot international derrière laquelle ces derniers s'abritent pour expliquer la disparition d'un État dont ils prétendent ignorer les faiblesses<sup>36</sup>.

Le défaut de cette argumentation réside moins dans la réalité des pressions extérieures – encore que, pourrait-on objecter, l'accumulation des conflits diplomatiques entre les « puissances maritimes » et la monarchie napolitaine ne suffit pas à prouver la cohérence d'un dessein de déstabilisation à ses dépens, ni pourquoi « les buts réels de la politique italienne de l'Angleterre » devraient être « tout entiers réductibles à la loi d'airain de la *Realpolitik* »<sup>37</sup> – mais dans l'ombre allusive laissée sur la question de leur part dans les causes de l'effondrement. En quoi l'appui de la flotte britannique au débarquement des Mille à Marsala, l'appui diplomatique du *Foreign Office* au gouvernement piémontais ou le refus de Londres d'intervenir en faveur de la monarchie constitutionnelle napolitaine peuvent-ils *expliquer* l'effondrement des structures militaires et politiques du royaume méridional ? Une chose est de reconnaître le poids du contexte international et de forces extérieures dans la capacité du gouvernement napolitain à répondre aux défis de la crise internationale et intérieure qu'ils ont assurément contribué à faire naître ; une autre est de postuler un lien direct et de cause à effet entre le jeu international et l'effondrement du royaume méridional, seul à même de faire du premier la cause déterminante du second : lien qui demande encore à être démontré, s'il peut l'être.

*Simon Sarlin est docteur en histoire,  
ancien membre de l'École française de Rome*

35. Eugenio Di Rienzo, *Il Regno delle due Sicilie e le potenze europee : 1830-1861*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012, p. 9-13.

36. Ainsi, pour ne citer qu'un titre que l'on peut trouver en bonne place dans les librairies italiennes, celui de Gigi Di Fiore, *Controstoria dell'unità d'Italia. Fatti e misfatti del Risorgimento*, Milan, Rizzoli, 2007.

37. Eugenio di Rienzo, *Il Regno delle due Sicilie...*, *op. cit.*, p. 184.